

LE MOUVEMENT COOPÉRATIF, UN ÉLÉMENT ESSENTIEL POUR LA SURVIE DE LA RÉVOLUTION

Document présenté

*au V Congreso Nicaragüense de Ciencias Sociales "X Aniversario de ANICS",
Asociación Nicaragüense de Científicos Sociales (ANICS).*

Managua, octobre 1986

MICHEL MERLET

Agronome français, agro-économiste. Conseiller et chercheur
du Centre d'études et de recherches sur la réforme agraire (CIERA).
Travaille au Nicaragua depuis la fin de l'année 1976.

CHRISTOPHE MALDIDIER

Agronome français, agro-économiste. Chercheur
du Centre de recherche et d'étude de la réforme agraire (CIERA).

Version originale en espagnol publiée avec le titre

EL MOVIMIENTO COOPERATIVO, EJE DE LA SOBREVIVENCIA DE LA REVOLUCIÓN

dans **ENCUENTRO** Revista de la Universidad Centroamericana en Nicaragua
Número 30. Janvier-Avril 1987

REEDITION 2022, avec corrections mineures (composition et notes) et

TRADUCTION en français, 2023, Michel Merlet

Les photographies sont les images originales de la publication ENCUENTRO

NICARAGUA, 1985-86 : la crise économique s'aggrave ; la guerre d'agression s'intensifie. Afin de survivre, la révolution commence à reconsidérer ses alliances, ses politiques économiques et l'organisation du pouvoir.

Dans la perspective de la prolongation de la guerre et des difficultés, développer les capacités de résistance du Nicaragua exige des prises de décisions de plus en plus pertinentes, les erreurs entraînant des coûts économiques et politiques croissants.

En ce qui concerne le secteur agricole, de nouvelles questions se posent et voient le jour de nouvelles propositions, de nouveaux axes de travail, de nouvelles difficultés et de nouvelles conceptions. Ressurgissent d'anciens débats sur la collectivisation, la réforme agraire, la politique d'investissement, l'organisation des paysans, les échanges entre zones rurales et urbaines et l'alliance entre ouvriers et paysans.

De par son importance dans la production d'aliments pour les villes et pour les combattants, et d'une façon plus globale dans la génération des excédents, le secteur agricole représente le plus grand "potentiel" de résistance. Parmi les trois secteurs sociaux qui composent le secteur agricole¹, la production à petite et moyenne échelle, qu'elle soit individuelle ou coopérative, joue un rôle économique et politique de plus en plus important.

Alors que certains pensent que l'agression conduit la révolution nicaraguayenne à s'éloigner de la démocratie et de l'économie mixte, nous soutenons au contraire que les possibilités de résister à l'agression et de faire face à la crise augmentent si le caractère populaire de la révolution est approfondi. Le mouvement coopératif peut devenir le principal instrument d'exercice de la démocratie et la meilleure alternative économique.

Nous analysons dans cet article le rôle et le sens du mouvement paysan tout au long des sept années de révolution et discutons la contribution qu'il peut apporter aux processus de survie et de résistance.

1. ÉLÉMENTS D'ANALYSE

L'organisation paysanne et la double nature du mouvement coopératif

Dans ce document, nous appelons *mouvement paysan* toutes les formes d'expression des luttes paysannes. Par *organisation paysanne*, nous entendons organisation syndicale. Une coopérative agricole fait donc partie du mouvement paysan, même si elle n'est pas nécessairement liée à une organisation paysanne. Le *mouvement coopératif*, en tant que groupe de coopératives, peut être organisé à des niveaux de structuration très différents : le mouvement coopératif devient une réalité lorsque les membres de la coopérative prennent conscience d'y appartenir, même s'il n'existe pas encore de liens organiques qui le structurent.

Le mouvement coopératif a toujours deux visages.

D'une part, il est l'expression et l'instrument de la lutte des paysans pour défendre leurs intérêts². Pour les producteurs agricoles, l'objectif central de l'organisation coopérative est la

¹ Grande production privée, grande production de l'État, et petite et moyenne production.

² Ce phénomène n'est pas propre à la coopération agricole. L'esprit des pionniers de Rochdale était clair : créer une organisation capable de répondre à leurs propres problèmes, avec des règles qu'ils définissaient et

recherche d'un plus grand contrôle sur les excédents qu'ils produisent et dont ils sont privés par différents moyens, prix, salaires, loyers, etc. L'organisation coopérative a donc un caractère de classe. De plus, en se structurant au niveau national, le mouvement coopératif devient une force politique capable de peser dans la lutte des classes.

D'autre part, le mouvement coopératif, à l'exception peut-être des premières expériences historiques, a également été généralement promu par l'État. Dans de nombreux cas, l'État ne s'est pas contenté de le promouvoir, mais il l'a configuré comme un instrument de ses politiques agricoles.

Nous pouvons donc dire que le développement du mouvement coopératif est presque toujours le produit à la fois de l'initiative populaire et de l'intervention de l'État.

Le mouvement coopératif, comme regroupement organisé des coopératives, n'est qu'une forme d'expression parmi d'autres de la lutte paysanne. Contrairement aux coopératives, les syndicats ou les unions d'agriculteurs sont des groupes de producteurs dont l'activité commune se limite à la lutte et aux revendications politiques ; ils ne cherchent pas à organiser directement des formes de production ou d'échange qui leur soient plus favorables. Cependant, les syndicats et les autres formes d'organisation paysanne peuvent, sous certaines conditions, être le *porte-parole* du mouvement coopératif, et les coopératives constituer la *base* du mouvement coopératif.

Institutionnalisation du pouvoir du peuple

Lorsqu'une révolution a lieu dans un pays, quand l'insurrection populaire est victorieuse et que commence un processus de transformation de la société, la question de la relation entre l'avant-garde et les masses se pose en des termes nouveaux, avec le dilemme de l'institutionnalisation du pouvoir populaire.

Deux conceptions et deux pratiques politiques ont pris forme sur la scène politique de ces pays, toutes deux étant présentes au début de la plupart des processus révolutionnaires.

La première repose sur l'idée que l'Etat, en raison de sa nature de classe, n'a pas besoin de l'orientation et du contrôle des masses : le parti veille dans ces conditions à empêcher sa bureaucratisation et à assurer la ligne politique.

La seconde opte pour la constitution de puissantes organisations populaires qui jouent un rôle direct d'orientation et de contrôle de l'Etat.³

Liés, mais non déterminés mécaniquement par cette dichotomie, il existe deux grands groupes de conceptions et de pratiques économiques. Les premières donnent à l'Etat un rôle central d'intervention directe dans l'économie (dans la production et la circulation), considéré alors comme le seul moyen d'assurer la réappropriation sociale des excédents et leur redistribution. Les secondes, au contraire, sans nier le rôle moteur de l'État, prônent la décentralisation, le contrôle direct des travailleurs sur les processus de production et, plus généralement, sur la vie économique et sociale.

modifiaient eux-mêmes. Ils se sont inscrits en résistance au capitalisme et se sont donné pour tâche de créer leurs propres lois et institutions.

³ Voir la discussion de cette question dans Marchetti, Peter. Guerra, Participación popular y Transición al Socialismo. 1985. Communication au IV^e Congrès de l'ANICS. Managua.

La nature de classe de l'État

Dans les pays agricoles de la périphérie, la révolution est généralement portée par une large alliance de classes, à laquelle participent des secteurs appelés la troisième force⁴. Toute réflexion sur le caractère populaire d'un processus révolutionnaire conduit à s'interroger sur la nature de classe de l'État et sur le système d'alliances qu'il représente ; elle implique également de comprendre l'évolution des rapports de forces dans le pays et sa relation avec les ennemis extérieurs, avec les agressions impérialistes qui accompagnent presque toujours les processus de libération.



Photo 1. Remise de titres de la réforme agraire à Masaya

La révolution sandiniste n'a pas échappé à toutes ces considérations. L'insurrection a triomphé grâce à la convergence dans la lutte des couches populaires urbaines et de secteurs de la paysannerie, du prolétariat rural et de la petite bourgeoisie radicalisée dirigés par le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), en alliance avec la grande bourgeoisie opposée au régime de Somoza.

Les réarrangements ultérieurs des bases sociales de la révolution, ainsi que le déplacement de l'hégémonie au sein de l'alliance au pouvoir, ne peuvent être compris uniquement en termes de lutte de classe à l'intérieur du pays car ils sont dans une large mesure des conséquences du développement du projet contre-révolutionnaire de l'impérialisme. La guerre et la crise, principaux résultats de ce projet, ont accentué les contradictions sociales au Nicaragua et ont conduit à la recherche de nouvelles formes de survie politique et économique.

L'institutionnalisation du pouvoir populaire passe donc par différentes phases, caractérisées par la prédominance de l'une des deux conceptions et pratiques politiques décrites ci-dessus.

Il ne fait aucun doute que ces changements sont liés à la nature de classe de l'État. Cependant, les difficiles conditions des transformations socialistes rendent toute analyse mécanique insuffisante. Seule l'histoire nous permettra de juger définitivement de cette influence.

Dans ce qui suit, nous tentons une analyse historique de la signification du mouvement coopératif au Nicaragua, en nous basant sur la définition de quatre étapes caractérisées par la nature des relations entre l'État, le FSLN et la paysannerie.

Le problème au Nicaragua aujourd'hui n'est pas celui-là, mais de se doter des instruments qui permettront d'opter pour les alternatives les plus efficaces pour garantir la survie de la révolution. Les sciences sociales au Nicaragua doivent fournir des éléments de réponse.

⁴ Voir O. Nuñez, "La tercera fuerza social", dans Estudios Sociales Centroamericanos, Sept. - Dec. 1980.

2. LES GRANDES ÉTAPES

Pour chacune des périodes suivantes, nous examinerons les principales contradictions et alliances, la nature des politiques économiques de l'État en lien avec le secteur rural, la situation des luttes paysannes et l'avancée du mouvement coopératif, ainsi que l'organisation paysanne dans ses relations avec l'État et le FSLN.

- **Première période : avant juin 1979.** Dictature somociste : un mouvement paysan constamment réprimé.
- **Deuxième période : juin 1979 à avril 1981.** De l'insurrection populaire à la reconstruction.
- **Troisième période : avril 1981 à la fin de 1984.** Transformations de l'agriculture et résistances paysannes.
- **Quatrième période : de 1985 à aujourd'hui.** Face à la guerre et à la crise, renaissance du mouvement paysan.

Première période : avant juin 1979. Dictature somociste : un mouvement paysan constamment réprimé

Malgré la rapidité et la force avec lesquelles le capitalisme a bouleversé la société rurale depuis le début du siècle, et particulièrement au cours des 50 dernières années, le mouvement paysan a été paradoxalement faible au Nicaragua par rapport à d'autres pays de l'isthme, comme le Honduras. L'espace politique réduit laissé par la dictature de Somoza et l'existence d'une vaste frontière agricole au centre du pays, et donc un accès relativement facile à la terre, sont deux éléments importants d'explication de cette réalité.

L'alliance historique entre les propriétaires terriens et les planteurs de café dans les premières phases du développement du capital, puis celle entre les capitalistes intensifs (producteurs de coton, de café et de sucre) et les capitalistes extensifs (éleveurs de bétail) dans sa deuxième phase (à partir des années 1950), visaient à limiter l'accès à la terre afin d'assurer le contrôle de la force de travail, élément indispensable pour permettre l'accumulation. L'existence d'une vaste frontière agricole ne se prêtait pas à un processus total de prolétarianisation ; les capitalistes ont dû recourir à d'autres mécanismes que la relation salariale pour accumuler. Ils ont pris le contrôle des banques et du commerce, de la transformation des produits bruts des cultures d'exportation (usines d'égrenage du coton et *beneficios* de café), et le capital productif a fini par jouer un rôle secondaire.

La bourgeoisie a compris très tôt la nécessité d'empêcher le développement d'un mouvement paysan. L'une de ses premières formes d'apparition⁵ s'est manifestée dans l'Armée pour la défense de la souveraineté nationale (*Ejercito Defensor de la Soberanía Nacional*). Cette armée menait une guerre contre l'envahisseur yankee, mais elle menait également une guerre de classe : elle était composée de mineurs et de paysans appauvris par l'accumulation primitive du capital de la région de Las Segovias, qui s'opposaient au travail forcé et à l'accaparement

⁵ Déjà au XIX^e siècle, les indigènes mobilisés lors la "guerre des communautés" à Matagalpa en 1881, suite aux premières enclosures de sites communaux par la bourgeoisie du café avait été violemment réprimés.

des terres communales⁶. Le projet de société de ses membres a commencé à se concrétiser avec les coopératives agricoles de Wiwilí : les anciens combattants ont ainsi montré leur détermination à construire ensemble une société différente dans les profondeurs des forêts. Les classes dirigeantes ne pouvaient pas autoriser un projet qui était le symbole de la non-soumission du travail au capital, sur des terres libres. La nuit même de l'assassinat du général Sandino, la *Guardia Nacional* a commencé à massacrer les membres de ces coopératives.

Dès lors, et pendant les 45 années de son maintien au pouvoir, la dictature de Somoza n'a jamais permis la consolidation d'un mouvement paysan, et a réprimé toute tentative d'organisation syndicale ou politique à caractère de classe, opposée à la dépossession des terres ou à l'exploitation de la force de travail.

Dans les années 1960, les contradictions autour de l'accès à la terre dans la région Pacifique se sont intensifiées en raison de l'expansion de la production capitaliste de coton. En réponse à cette agitation paysanne pour la terre, le Somocisme a créé l'Institut National Agraire (IAN) pour mener à bien un projet de colonisation dans les zones de frontière agricole de l'intérieur du pays : il cherchait à faire baisser les tensions sociales, à limiter et à canaliser l'installation de nouveaux paysans et à construire une base sociale dans les campagnes.

Dans ces mêmes années, à Matagalpa et à Jinotega, un mouvement syndical promu par les partis de gauche, en particulier le Parti socialiste, s'était organisé contre l'expansion des grandes exploitations de café et de bétail et les conditions de travail inhumaines des ouvriers agricoles dans les grandes exploitations capitalistes⁷.

La répression a été extrêmement violente contre ces organisations naissantes ; elles n'ont pas pu se consolider. Une partie du mouvement paysan était liée aux premières guérillas sandinistes qui ont été écrasées par la dictature.

Malgré la détermination des paysans sans terre à lutter contre les mitrailleuses de la Garde Nationale, la dictature a réussi à empêcher leur organisation dans tout le pays ; ce n'est qu'en 1978 qu'a été créée l'Association des travailleurs ruraux (*Asociación de los Trabajadores del Campo - ATC*), qui a pu survivre et se développer avec la progression et le triomphe de la révolution⁸.

L'impérialisme, préoccupé par le triomphe de la révolution cubaine, a mis en place au Nicaragua comme dans les autres pays d'Amérique centrale les programmes de l'Alliance pour le progrès, dans le but de réduire les tensions sociales. La loi sur la réforme agraire de 1963 et la loi sur les coopératives de 1971 ont été des mesures prises par Somoza pour suivre ces orientations. Cependant, la dictature et les secteurs de classe qu'elle représentait n'ont appliqué ces programmes que localement, car ils auraient été tout à fait contraires à leurs

⁶ Pour une analyse du caractère de classe de la lutte de Sandino, voir "Y por eso defendemos la frontera", CIERA 1983.

⁷ La première Conférence nationale paysanne organisée en 1965 par la Confédération générale du travail indépendant (CGTI) donne une idée de l'ampleur du mouvement. À l'échelle nationale, 700 délégués avaient été désignés pour participer à l'événement. Seulement du département de Jinotega, 150 d'entre eux n'ont pas pu se rendre à Managua ayant été arrêtés par la Garde nationale. Source : Compte rendu de la première conférence nationale des paysans, CGTI 1965.

⁸ Les premières bases de l'ATC étaient à Masaya et Carazo, Chinandega, Managua et San Juan del Sur. Elles n'ont donc pas intégré la paysannerie de la frontière agricole et n'ont pas été reliées aux expériences d'organisation de la paysannerie du centre du pays.

intérêts : les coopératives auraient nécessairement investi le champ des échanges commerciaux et seraient entrées en concurrence directe avec le capital.

Cela explique pourquoi le coopérativisme a joué un faible rôle avant 1979. Dès 1964, la Banque Nationale du Nicaragua (BNN), en coordination avec l'Agence pour le développement international (AID), avait promu quatre coopératives de services à Rivas, Masaya, León et Chinandega⁹. Mais ce n'est qu'avec la loi de 1971 que le premier espace pour les coopératives s'est ouvert. Elles étaient généralement promues par des institutions privées, FUNDE (*Fundación Nicaragüense de Desarrollo*), CEPAD (*Comité Evangélico Pro-Ayuda al Desarrollo*), INPRHU (*Instituto Nicaragüense de Promoción Humana*), ou directement par des producteurs de taille moyenne. L'État n'a pas impulsé directement l'organisation coopérative elle-même, mais la Banque Nationale du Nicaragua a participé à son financement.

En 1978, selon les sources de BNN, il y avait au Nicaragua 42 coopératives dites RL (Responsabilité Limitée), avec un effectif de 9270 membres.

Parce qu'elles étaient des coopératives de services, regroupant parfois des producteurs aisés, et parce qu'elles avaient été promues par l'AID, ces coopératives ont souvent été interprétées comme des organisations capitalistes, comme le fruit du projet de l'impérialisme, comme quelque chose de plus néfaste que progressiste. Il nous semble qu'une partie de la paysannerie a trouvé en elles un moyen de commencer à défendre ses intérêts. Les programmes de l'Alliance pour le progrès, dans le contexte de la dictature, ont ouvert une brèche dont au moins certains secteurs de petits et moyens producteurs ont pu profiter pour tenter de se libérer de l'exploitation par le capital non productif. La coopérative *Esquipulas*, par exemple, a même acheté une égreneuse de coton et a rassemblé plus de 1000 membres, pour la plupart des petits producteurs de coton.

En bref, dans le contexte de la dictature, les luttes paysannes ne sont pas parvenues à s'articuler en un puissant mouvement. Les partis traditionnels libéraux et conservateurs, par leurs politiques clientélistes, ont réussi à avoir une base sociale dans les campagnes, mais à aucun moment ils ne sont devenus l'expression des luttes paysannes.

Le FSLN a su tirer parti de cette situation en menant la lutte armée contre la dictature. S'il est vrai que la participation directe des paysans a été faible dans l'insurrection finale¹⁰, essentiellement urbaine, leur rôle a été considérable dans la période d'accumulation des forces. La sous-estimer ne nous permettrait pas de comprendre l'explosion du mouvement des paysans et ouvriers agricoles pauvres en 1979, que nous aborderons dans la deuxième période.

⁹ De ces quatre coopératives, seules deux existent encore aujourd'hui : Esquipulas et Santa Ana (source MIDINRA, 1984).

¹⁰ Voir Vilas, Carlos. *Perfiles de la Revolución Sandinista*. Ed. Casa de las Américas, 1984. pag. 176. Vilas utilise les données d'un échantillon constitué à partir des documents d'un programme national de prise en charge des membres des familles des combattants tombés pendant la guerre de libération et conclut que moins de 5% des participants à l'insurrection finale étaient des paysans, et 16% des ouvriers (agricoles ou industriels) ou des journaliers.

Deuxième période : juin 1979 à avril 1981. De l'insurrection populaire à la reconstruction

La période commence par la destruction de l'ordre somociste avec le début de l'insurrection finale. Elle se termine par l'établissement d'un nouvel ordre ; nous avons choisi la date de la constitution de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs, l'UNAG, comme symbole de la fin de la période.

Pour faire le point sur ce qui s'est passé pendant ces deux années, nous décrirons deux grands mouvements.

Le premier a été une poussée populaire d'euphorie et de mobilisation qui s'est poursuivie longtemps après la victoire militaire.

L'autre a été l'établissement progressif du nouvel ordre post-insurrectionnel. En raison des destructions subies pendant la guerre mais aussi de la nature des alliances qui avaient conduit au renversement de la dictature, ce deuxième mouvement a été conçu davantage comme une reconstruction que comme la construction d'une nouvelle société.

La mobilisation populaire est généralisée dans le pays. La création des Comités de Défense Civile, puis des Comités de Défense Sandinistes (CDS), et la participation des masses urbaines à l'insurrection ne sont que quelques-unes de ses manifestations dans les villes. Le FSLN et la Junte Gouvernementale de Reconstruction Nationale soutiennent la mobilisation populaire et mettent en place grâce à elle plusieurs politiques extrêmement importantes en matière de santé et d'éducation. L'exemple le plus clair est la Campagne Nationale d'Alphabétisation (CNA), qui obtient un succès retentissant et en démontre tout le potentiel¹¹.

Mobilisation populaire dans les campagnes

L'anéantissement de l'appareil militaro-politique de la dictature ouvre la voie à une explosion de la lutte des classes dans les campagnes.

Dans le nord et le centre du pays, des colonnes de guérilleros s'impliquent directement et spontanément dans de premières redistributions foncières. Certaines d'entre elles qui se distinguent par leur composition sociale de paysans pauvres, dans les départements d'Estelí ou de Jinotega, prennent possession de grandes exploitations et commencent à redistribuer les terres et le bétail. Cependant, ces événements, caractéristiques d'une insurrection paysanne, restent très localisés. Si le Front Sandiniste, par crainte de voir l'Unité nationale se disloquer, ne soutient pas ces expressions de révolte qu'il craint de ne pas pouvoir contrôler, il appuie la consolidation du mouvement populaire paysan et commence à organiser la prise de contrôle des exploitations agricoles des somocistes.

Dans la région Pacifique, le mouvement commence dans les villes où les combats se déroulent. Avant même le triomphe final, le FSLN a pris la tête de l'organisation de « comunas » (qui fonctionnent comme des coopératives de production agricole) dans la région de León. Le mouvement paysan est cependant très largement spontané. Des paysans pauvres et des

¹¹ Des fractions de la bourgeoisie qui avaient participé à l'alliance condamnent ces pratiques, et en particulier la campagne d'alphabétisation. A. Robelo se retire du JGRN avant la fin du CNA.

ouvriers agricoles du Pacifique s'emparent des fermes de Somocistes et aussi de certaines terres appartenant à des propriétaires non-Somocistes et s'organisent pour produire.

Il ne fallait pas perdre la seconde période de semis de l'année 1979 et produire des aliments de base : le FSLN, les CDS et les institutions étatiques naissantes ont aidé tous les groupes qui s'étaient formés sur des terres confisquées, envahies ou empruntées, en leur fournissant des intrants et des aliments. Le Front soutient l'expansion de l'organisation de l'ATC dans toutes les régions où elle n'existait pas avant la victoire, en regroupant toujours à la fois des ouvriers agricoles et des paysans pauvres.

À cette époque, l'État était encore très faible et commençait tout juste à s'organiser. Bien qu'il ait étendu son réseau d'assistance technique aux petits producteurs avec la création de PROCAMPO, sa principale intervention en faveur de l'organisation populaire dans les campagnes en 1980 a été le développement massif du crédit rural, qui répondait à un besoin vital de la paysannerie pauvre et moyenne, jusqu'alors contrainte d'emprunter à des usuriers¹². Pour ce faire, des Coopératives de Crédit et de Services (CCS) et des structures de participation collégiales et décentralisées ont été organisées, les Comités de la Petite Production, auxquels participent PROCAMPO, la BNN et l'ATC, qui décident de l'attribution des prêts.



Photo 2. Coopérative de production de tomates

La distribution massive de crédit est la forme que prend alors l'alliance entre la ville et la campagne, des grains, céréales et légumineuses, contre du crédit. Dans de nombreux cas, on sait que le crédit sera irrécupérable et qu'il constitue en fait une subvention pour les paysans les plus pauvres, qui n'ont pas vu leurs conditions de vie changer et n'ont pas eu accès à la terre.

¹² Le nombre de bénéficiaires de crédits ruraux est passé d'environ 22 000 en 1978 à plus de 97 000 en 1980. Source MIDINRA

L'organisation des coopératives de crédit et de services fait partie des grandes attentes que la révolution a suscitées dans les campagnes. Les paysans ont « *faim d'organisation* », ils sont impatients de pouvoir lutter pour la défense de leurs intérêts historiques, de profiter de l'énorme espace que le triomphe sandiniste leur a ouvert. Ils s'organisent dans les CCS avec des objectifs qui vont souvent bien au-delà de l'obtention d'un crédit. D'autres instances de pouvoir populaire se multiplient également, comme les CDS, les collectifs de travail, les bases de l'ATC, les comités locaux des *comarcas*¹³.

Les CCS et les collectifs de travail sur les terres occupées matérialisent les liens avec l'ATC, avec l'État révolutionnaire, et c'est à travers eux que l'on espère trouver des réponses aux problèmes les plus profonds, en particulier celui de la terre.

Si la question des terres n'est pas résolue au cours de cette période, le FSLN contribue dans les faits à renforcer un organisme de classe qui milite en faveur de la réforme agraire, l'Association des travailleurs ruraux (ATC)¹⁴. Cette pression a atteint son point culminant lors d'une manifestation à Managua en février 1980, qui réclame "des terres en friche pour les travailleurs" (« *tierra ociosa para las manos laboriosas* »).

Reconstruire sans bouleversement

Le deuxième mouvement caractéristique de cette période a été d'inhiber la mobilisation populaire pour consolider le rôle et le pouvoir de l'État naissant. Cette tendance doit être analysée en tenant compte des alliances que le FSLN avait dû conclure et de la composition de classe de l'État à cette époque. Pendant que le soulèvement populaire avait lieu, on cherche un moyen de reconstruire l'économie sans la démanteler.

L'appareil d'État se construit à un rythme rapide. En ce qui concerne le secteur agricole, il s'investit dans les campagnes, d'abord en prenant en charge la production directe dans une partie des unités de production qui ont été confisquées (les exploitations de café où il fallait garantir la récolte) ; ensuite, en créant des organismes liés à la commercialisation (crédit, approvisionnement, intrants, stockage, mécanisation, etc.). De cette façon, l'État occupe l'espace laissé vacant par la bourgeoisie de Somoza, et remet en marche en très peu de temps une économie frappée par la guerre¹⁵.

La constitution des fermes d'État, appelées APP (*Area Propiedad del Pueblo*) a été le fait le plus marquant en ce qui concerne le mouvement paysan. En argumentant qu'il fallait absolument éviter une chute de la production, qu'il serait irrationnel économiquement de procéder au morcellement des fermes qui avaient été récupérées, ce qui aurait risqué de conduire à « l'embourgeoisement des semi-prolétaires » qui y travaillaient, le gouvernement et le FSLN décident de transformer toutes les terres confisquées aux Somocistas en entreprises d'État. La crainte de démanteler le système agraire était grande : donner de la terre à de nouveaux paysans (*recampesinización*) pouvait conduire les productions d'agro-exportation à la ruine en les privant de la main-d'œuvre saisonnière dont elles avaient besoin et entraîner l'effondrement du système social qui leur était associé.

¹³ La *comarca* est une division administrative intermédiaire entre la *comunidad* et le *municipio*.

¹⁴ En juillet 1980, un an après le triomphe, cette organisation avait organisé environ 110 000 travailleurs agricoles, dont 48 700 étaient membres de Coopératives de Crédit et de Services (CCS), 9 300 membres de coopératives de production, les Coopératives Agricoles Sandinistes (CAS) et 52 000 travailleurs agricoles. Source : ATC, cité par le "Rapport de la mission spéciale de programmation au Nicaragua" du FIDA, 1980.

¹⁵ Au cours des premiers mois, les entreprises d'État n'étaient pas différenciées de l'appareil d'État lui-même. Les fonctionnaires avaient du mal à ne pas confondre l'APP (*Area Propiedad del Pueblo*) et l'État. Les paysans, eux, avaient du mal à comprendre quel était ce nouveau type de "société" ou d'"employeur".

Les paysans pauvres et les ouvriers agricoles qui venaient de prendre possession d'une partie significative de leurs terres et les exploitaient alors sous la forme de coopératives ou de *comunas* ont été « invités » à redevenir des ouvriers par les responsables de l'Institut national de la réforme agraire (INRA) ou par les cadres locaux de la révolution. Ces responsables de l'INRA et ces cadres locaux devaient faire prendre conscience aux paysans censés ne pas comprendre ce qui se passait que c'était cela qu'il convenait de faire. Même les cadres de l'ATC y participent, déchirés entre leurs convictions de classe et les orientations qu'ils reçoivent.

Pour mener à bien cette politique dans les fermes qui avaient été occupées, l'État s'est appuyé sur la nature « semi-prolétarienne » des paysans pauvres, en leur proposant, d'une part, de payer les salaires qui leur étaient dus¹⁶, et, d'autre part, d'améliorer leurs conditions de travail et de vie. Les salaires qui sont alors payés sont relativement élevés, et un énorme effort est fait pour augmenter ce que l'on appelle le « salaire social » : l'INRA installe des crèches, des services de soins médicaux, construit de nouveaux dortoirs pour les travailleurs saisonniers, et pense pouvoir garantir rapidement un emploi permanent pour tous, aux ouvriers à temps plein et aux ouvriers temporaires (« semi-prolétaires » de l'époque antérieure).

Dans le même temps, une série de mesures ont été prises pour améliorer la situation des paysans sans terre. Le niveau des loyers fonciers a été réduit, l'usage des terres par les locataires et les métayers a été mieux sécurisé et le crédit a été étendu. L'abondance des ressources extérieures dont bénéficiait alors la révolution a suscité des illusions : beaucoup ont cru à la faisabilité d'un projet basé sur la conservation de la structure agraire et sur un changement de destination des excédents qui, au lieu de profiter à une minorité de somocistes, seraient produits et redistribués au peuple par les fermes d'État, l'APP.

De nombreux paysans pauvres acceptent de quitter les terres qu'ils occupaient et/ou de se prolétarianiser. Mais d'autres résistent à ces deux alternatives, et l'ATC, en tant qu'organisation, les défend. Ils parviennent à conserver de façon précaire une parcelle de terre pour travailler en tant que coopérative de production, en tant que collectif, mais ils continueront à être harcelés par les entreprises de l'INRA jusqu'à ce que la loi sur la réforme agraire soit appliquée deux ans plus tard. Ces structures sont alors transformées en de solides coopératives qui démontreront que la paysannerie peut produire directement sur les terres qui étaient occupées par la production à grande échelle (voir étape suivante).

Mais avec cette politique, de nombreux groupes se désintègrent. La lutte des paysans pauvres et la formation de coopératives ne sont plus encouragées. La constitution de l'APP ralentit la dynamique des luttes dans les campagnes. Elle stoppe l'initiative des masses populaires, « l'insurrection » des paysans pauvres. Cela a d'importantes conséquences et influence probablement la formation dans le Nord du pays des premières bandes de « *bandidos* » (nom donné aux contre-révolutionnaires).

Durant cette période, comme nous venons de le voir, bien que les prises de terres aient été interdites et que l'on ait fait pression sur les paysans pour qu'ils se prolétarianisent, l'ATC a conservé la possibilité de continuer à porter les revendications historiques de la paysannerie, et son renforcement a permis d'améliorer le rapport de forces contre les propriétaires fonciers.

¹⁶ L'expression espagnole "*salarios caídos*" désigne les salaires que les entrepreneurs somocistes n'avaient pas versés à leurs travailleurs lorsqu'ils ont quitté le pays au moment de la révolution. A ces salaires payés aux travailleurs (paysans et ouvriers agricoles) qui avaient occupé les fermes pendant la période insurrectionnelle, se sont ajoutées parfois des indemnités pour les améliorations (*mejoras*) ou pour des services.

Un mouvement coopératif, produit et expression de la mobilisation populaire

Quelques deux mille nouvelles organisations coopératives sont apparues en un an seulement, impliquant environ soixante mille personnes. Parmi elles, quelques 9 000 paysans et/ou travailleurs agricoles pauvres, et quelques 580 coopératives de production.

À l'origine, la plupart des paysans pauvres aspiraient à accéder à la propriété individuelle des terres. Les cadres de la révolution ont recommandé de ne pas diviser celles-ci. À cette époque, le seul moyen d'accéder à la terre était de se regrouper et de se battre ensemble pour l'obtenir contre la bourgeoisie, contre certains secteurs de l'État et avec le soutien de certains autres. Les paysans qui avaient pris des terres et qui n'ont pas accepté l'organisation collective, les ont parcellées, mais ils ont eu beaucoup plus de mal à les conserver que les collectifs, et la bourgeoisie ou l'INRA leur ont le plus souvent repris la terre.

Les coopératives de services ont rassemblé une majorité de paysans pauvres et de la classe moyenne qui n'avaient pas accès au crédit sous le régime somociste, ainsi que quelques paysans riches. Ces organisations, partant de rien, deviendront progressivement des groupes de pression, et réclameront un meilleur accès à la terre (notamment dans les régions de Carazo et Masaya), un meilleur accès aux intrants, de meilleurs chemins et routes, etc. Elles se constituent en groupes de base de l'ATC.

Au cours de cette période, par-delà les nombreuses coopératives, c'est un **mouvement coopératif** qui commence à émerger. Même si l'État ne favorise pas le développement des coopératives de « lutte pour la terre », les plus belliqueuses, il aide les paysans à s'identifier au mouvement : « être organisé » devient un nouveau statut social.

Au cours de la première année qui a suivi le triomphe, environ 40% des producteurs du pays ont adhéré à des coopératives. Il s'agissait encore de groupes informels, mais c'est précisément cette caractéristique qui a permis au phénomène de prendre une telle ampleur. Par la suite, le nombre de coopératives et le nombre de membres vont évoluer beaucoup plus lentement.

Le mouvement est en phase avec la poussée révolutionnaire, mais c'est en même temps l'expression de la lutte des paysans et des paysannes. Dans une période où les rapports de force sont encore indécis, « *on ne sait pas qui est aux commandes* » et on ne sait pas si l'objectif est d'en finir avec la société de l'époque somociste ou simplement de reconstruire le pays. L'organisation coopérative encore informelle est alors le moyen que les masses paysannes utilisent pour gagner du terrain. Les paysans riches restent en dehors de toutes ces luttes. La UNAG, (*Unión Nacional de Agricultores y Ganaderos*) sera créée pour s'occuper d'eux.

Troisième période : avril 1981 à la fin de 1984. *Transformations de l'agriculture et résistance paysanne*

En 1981, le FSLN réajuste ses organisations de masse en créant l'Union nationale des agriculteurs et des éleveurs (*Unión Nacional de Agricultores y Ganaderos* - UNAG), et réorganise le ministère du développement agricole et de la réforme agraire (MIDINRA) afin de commencer à mettre en œuvre le nouveau projet de développement.

La création de la UNAG

La UNAG est née dans le contexte de la lutte entre les secteurs de la coalition révolutionnaire et la bourgeoisie d'opposition pour contrôler politiquement de façon hégémonique le secteur paysan que l'ATC n'avait pas organisé¹⁷.

La politique de mise en place des fermes d'État, l'APP, n'avait pas permis de répondre de manière substantielle à la demande de terres, et des tensions étaient apparues entre les paysans pauvres et les producteurs aisés. Une grande partie de la paysannerie, majoritairement située à l'intérieur du pays, qui est propriétaire de la terre et emploie quelques ouvriers, voit alors comme une menace le développement de l'ATC, qui regroupe semi-prolétaires et ouvriers agricoles.

La UNAG, caractérisée politiquement dès sa création par sa composition regroupant tous types de producteurs, est une alternative pour l'organisation des petits et moyens producteurs qui soutiennent la révolution. Dès lors, l'ATC va se limiter à organiser les travailleurs agricoles, tandis que les paysans pauvres rejoignent les paysans moyens et riches pour former la UNAG. En s'appuyant sur le mouvement coopératif existant, la UNAG gagne rapidement un grand nombre d'affiliés.

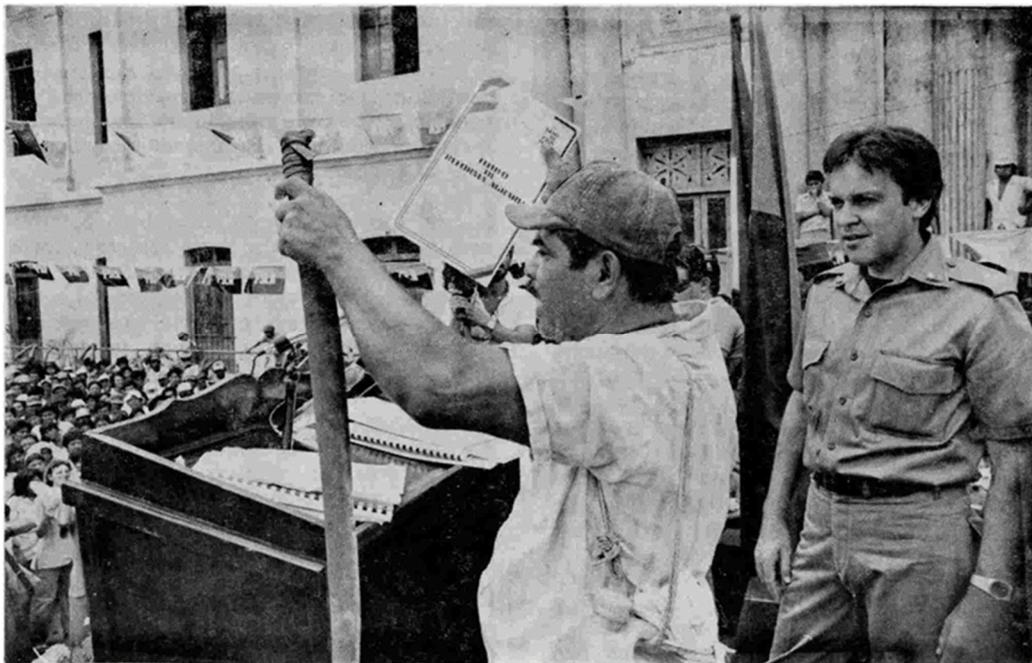


Photo 1. Remise des titres de la réforme agraire à Masaya.

Cependant, les revendications des paysans pauvres ne sont pas incluses dans le plan de lutte de la nouvelle association. Il n'y est pas fait mention des besoins en terres, ni de la lutte pour la réforme agraire. Seules les demandes des couches les plus aisées de la paysannerie, telles que le financement, les prix, le respect de la durée de la journée de travail pour les ouvriers agricoles, etc. ont été incluses. En 1981, le FSLN ne voulait pas organiser les paysans pauvres ni permettre le renforcement de leurs

¹⁷ En 1980, l'opposition est parvenue à organiser la *Cooperativa de Cafetaleros de Matagalpa* (coopérative de producteurs de café de Matagalpa). Grâce au soutien du *Banco Nacional de Desarrollo* départemental qui lui donne la possibilité d'obtenir des crédits, elle se développe rapidement pour atteindre plus de 5 000 membres. La Coopérative a été dissoute par le gouvernement lorsque des liens entre ses dirigeants et la contre-révolution ont été découverts et un processus de rassemblement a été initié dans la même région pour créer l'UNAG.

revendications foncières afin de ne pas mettre en péril l'Unité Nationale et de conserver son projet de développement. La direction du FSLN pensait que des politiques sociales accompagnées de politiques de prix, de salaires et de crédit favorables suffiraient à faire de la paysannerie pauvre un allié durable de la révolution.

Le projet de développement

Celui-ci a progressivement pris forme et s'est appuyé sur plusieurs lois agraires publiées en 1981 (lois sur la réforme agraire, sur les coopératives agricoles et sur les entreprises de réforme agraire)¹⁸.

Le projet de développement vise à modifier l'insertion du Nicaragua dans le marché mondial, en diversifiant les productions d'exportation, les pays vers lesquels ont lieu les exportations et en favorisant les transformations agro-industrielles afin d'être moins soumis aux effets de l'échange inégal. Mais loin de remettre en cause le modèle d'agro-exportation, le projet considère que les productions d'agro-exportation jouent un rôle central dans le processus d'accumulation en permettant l'acquisition de biens d'équipement, comme l'industrie lourde l'a fait dans les économies des pays industrialisés¹⁹.

La modernisation de la production est au cœur de cette conception du développement²⁰. La production moderne à grande échelle symbolise le progrès et elle est considérée comme la forme de production à promouvoir. Les entreprises de l'APP sont au centre du projet d'accumulation nationale et sont conçues de grands projets grâce auxquels le pays pourra sortir du sous-développement.

L'État s'attribue une place importante dans la production directe, au même titre que la grande production privée qui se maintient dans le cadre de l'Unité Nationale.

La réforme agraire est alors comprise comme un moyen pour compacter les parcelles non contiguës des entreprises de l'APP et comme un instrument pour favoriser la collectivisation : les terres ne sont données aux paysans sans terre que si ceux-ci acceptent de s'organiser en coopératives de production. Au début, une division claire du travail a laissé la production alimentaire de base (*granos básicos*) à ces coopératives et aux producteurs individuels. Mais, à partir de 1983, l'État a commencé à reconnaître à certaines coopératives du Pacifique un rôle plus important dans la production d'agro-exportation, en leur fournissant des moyens de production et en intervenant souvent dans leurs plans de production.

Une stratégie à moyen terme a été élaborée pour intégrer les autres secteurs agricoles et, pour la première fois, il a été question d'une articulation territoriale de la production autour des complexes de l'APP²¹. Les Coopératives de Crédit et de Services (CCS) étaient considérées comme une forme de production intermédiaire entre le paysan individuel arriéré et la forme supérieure de production, la coopérative de production (CAS). Les différentes politiques ont cherché à faire évoluer les CCS vers celle-ci en cherchant à faire de certaines CAS qui avaient été considérées comme prioritaires des

¹⁸ La loi sur les coopératives a eu le mérite, peu courant dans la législation mondiale, d'être basée sur l'expérience populaire. Elle a institutionnalisé des formes qui avaient déjà été inventées et testées, les coopératives agricoles sandinistes (CAS) et les coopératives de crédit et de services (CCS). L'État n'a pas fait du respect formel de la loi une condition pour soutenir les coopératives. Cela a permis une réelle flexibilité. Le processus d'enregistrement des coopératives n'était pas encore finalisé en 1986.

¹⁹ E.V.K. Fitzgerald, "Planned Accumulation and Income Distribution in Small Peripheral Socialist Economies", in *Revolution and Development*, N° 1. 1984.

²⁰ E. Baumeister, "Estado y mundo agrícola, una relación cambiante", dans *Pensamiento Propio*, N° 34, juillet. 1986.

²¹ Voir FIDA, "Rapport de la mission de programmation spéciale au Nicaragua". 1980.

exemples attrayants pour l'ensemble de la paysannerie. Si l'on voulait résumer cette stratégie en une phrase, on pourrait dire qu'il s'agissait de surmonter le retard accumulé en matière de développement en faisant disparaître progressivement la production paysanne.

L'appareil d'État a consacré beaucoup d'efforts et de ressources au développement et à la gestion des projets à grande échelle et des entreprises de réforme agraire. Par rapport à l'économie du pays, l'effort d'investissement est gigantesque. Le mouvement coopératif dans son ensemble, et les CCS en particulier, ne profitent pas beaucoup de ces ressources. Dans certains cas, l'État cherche même à décourager le fonctionnement des coopératives traditionnelles à responsabilité limitée²².

Les petits et moyens producteurs apparaissent davantage comme un fardeau à porter pendant la « transition » que comme des acteurs économiques. Le paysan était considéré uniquement comme un « sujet social » et non comme un « sujet économique »²³. La production alimentaire de base, qu'ils avaient toujours assumée, a commencé à être confiée à des projets à grande échelle avec des technologies avancées, les « plans contingents ». Pendant toute cette période, l'importance de l'accumulation paysanne pour la santé économique du pays a été ignorée. En même temps, les rapports de prix dans l'échange ville-campagne se sont modifiés de façon continue pendant la période au détriment des producteurs ruraux.

Évolution de l'organisation paysanne. La UNAG

Nous avons vu que la UNAG avait été créée pour réunir les paysans moyens et riches, principalement dans les départements de l'intérieur. L'idée était de créer de cette manière une organisation de masse qui aurait une grande projection dans les campagnes et qui rassemblerait tous les secteurs paysans sous la bannière de la révolution, privant définitivement la moyenne et la grande bourgeoisie - qui avait occupé le vide du pouvoir après le triomphe - de la possibilité de jouer un rôle central dans une mobilisation des campagnes contre la révolution.

Cependant, les axes de travail de l'UNAG sont entrés en contradiction avec la réalité. Ses instances municipales et départementales étaient principalement composées de paysans riches ou de producteurs de taille moyenne, mais ceux-ci ne pouvaient assumer un rôle moteur car ils étaient liés à la production et ne pouvaient se consacrer à plein temps à l'organisation²⁴. Les militants professionnels de la UNAG, qui viennent directement de l'ATC, travaillent surtout avec les Coopératives de production, les CAS, qui ont besoin d'être soutenues dans cette période : avec la loi sur la réforme agraire, leur situation foncière est en train d'être légalisée et elles sont en cours de consolidation.

Vis-à-vis des CAS, la UNAG a fait siennes les conceptions du MIDINRA en matière de réforme agraire et de coopératives. Les militants participent à de nombreuses réunions avec les différentes institutions travaillant avec le secteur agricole. L'organisation tente de jouer un rôle de médiateur entre les demandes de services productifs des paysans et l'État. Cette implication intense, pour une organisation qui ne dispose pas de ressources ou de cadres suffisants, entraîne un certain processus de bureaucratisation. Il reste très peu de temps pour travailler avec les paysans moyens et les paysans

²² Après la tentative de la bourgeoisie d'organiser des coopératives, toutes les coopératives à responsabilité limitée (R.L.) sont considérées comme des foyers d'opposition politique.

²³ Angelica Faune. Communication orale, 1985.

²⁴ La structure territoriale mise en place dès le début avec l'UNAG, dont le rôle était sans doute fondamental pour garantir le fonctionnement démocratique et efficace de l'organisation, aura tendance à disparaître par la suite (elle réapparaîtra en 1985 avec les comités de *comarca*). Il se peut que la régionalisation ait eu un effet pervers sur ces modalités d'organisation, quand l'unité territoriale est passée de la municipalité à la zone, généralement plus grande et donc plus difficile à gérer.

riches, à quelques exceptions locales près. La désillusion de nombreux paysans face à l'absence de réponse à leurs demandes érode le pouvoir de rassemblement de l'UNAG à mesure que la crise économique progresse dans les campagnes.

Tous ces problèmes empêchent l'organisation de pouvoir agir efficacement en tant que défenseur des intérêts de ses bases, en tant qu'animateur des luttes paysannes. De plus, le fonctionnement unitaire regroupant plusieurs catégories de producteurs tend naturellement à inhiber la lutte des classes.

Les Coopératives de production (CAS) deviennent parfois les seules bases de la UNAG, mis à part quelques agriculteurs riches ou moyens, et de véritables îlots socio-économiques et même politiques en contradiction avec leur environnement.

La UNAG ne parvient pas à assumer pleinement son rôle d'organisation de masse. A partir de 1984, la décomposition des bases de la révolution dans les campagnes et l'avancée de la guerre dans les régions de l'intérieur sont alors interprétées comme un effort insuffisant dirigé vers les secteurs aisés. Les changements de direction et de ligne politique visent alors à retrouver l'hégémonie révolutionnaire. La UNAG commence alors à intégrer des secteurs de la bourgeoisie patriotique et des producteurs de taille moyenne²⁵. En les organisant, on espérait que leur leadership idéologique supposé dans les campagnes contribuerait à atteindre cet objectif. Ces classes de la bourgeoisie patriotique et de "chapiollos" (producteurs moyens locaux) commençaient à cette époque à exiger de l'État des ressources pour leur reproduction en tant que classe.

Les formes de lutte et les résistances paysannes

Dans le contexte que nous venons de décrire, les masses paysannes ont cessé de prendre l'initiative. Leur belligérance a diminué et s'est transformée progressivement en résistance aux politiques de l'État.

Malgré la promulgation de la loi sur la réforme agraire en 1981, les conditions d'une mobilisation pour l'accès à la terre ne sont pas immédiatement réunies. Bien que spécifique, la situation de Masaya, en août 1981, est révélatrice. Les très petits paysans (minifundiaires) se sont organisés en comités de lutte et ont marché sur Masaya pour réclamer des terres, démontrant ainsi la volonté de la paysannerie de participer à la mise en œuvre de la réforme agraire. Mais leur demande de terres est rejetée, les orientations de la révolution ne sont plus d'encourager leur mobilisation²⁶.

En 1984, l'État va répondre davantage à la pression des paysans, canalisée par la UNAG. Toutefois, à la fin de cette même année, les statistiques de la Direction générale de la réforme agraire indiquent que seulement 7 % des terres des exploitations agricoles ont été redistribuées. La demande réelle de terres était beaucoup plus importante que la demande exprimée.

La mise à disposition collective des terres et le manque de flexibilité du modèle proposé ont démobilisé une partie de la paysannerie. Les plus pauvres, ceux qui n'avaient pas de terre du tout, ont accepté ces conditions plus facilement que ceux qui avaient une petite parcelle et qui avaient pourtant besoin de terres. Ceux qui avaient déménagé pour travailler une parcelle individuelle n'acceptaient pas de recevoir de la terre de la réforme agraire en CAS dans un autre district que le leur.

²⁵ UNAG. "L'UNAG est né pour résoudre les problèmes". Deuxième Assemblée ordinaire, 1984.

²⁶ Voir Envío, N° 51, septembre 1985. "Los campesinos dan un giro a la reforma agraria" "Les paysans font prendre un tournant à la réforme agraire".

Dans le centre et le nord du pays, la résistance paysanne a pris la forme extrême d'un soulèvement lorsque, comme dans la vallée de Pantasma, de graves erreurs politiques ont été commises qui n'ont pu être détectées à temps en l'absence d'organes efficaces du pouvoir populaire.

Dans de nombreuses régions, la résistance de la paysannerie individuelle aux transformations a été passive. Il y a eu un retrait ou une distanciation des organes de pouvoir locaux tels que les milices populaires, les Collectifs d'éducation populaire (CEP), les Comités de défense sandiniste (CDS), qui ont connu un déclin marqué. Dans certains cas, un rapprochement avec des secteurs de l'opposition politique (en particulier des secteurs réactionnaires de l'Église) a lieu. Beaucoup de producteurs abandonnent tout engagement envers la révolution ; ils préfèrent vendre au marché noir plutôt qu'à l'entreprise nationale d'approvisionnement ENABAS (*Empresa Nacional de Abastecimiento*), ils refusent que leurs enfants aillent au Service militaire patriotique. D'autres paysans partent à la ville et cessent de produire.

Dans ce contexte, les coopératives sont également devenues des organes de résistance et de lutte.



D'une part, les Coopératives de crédit et de services (CCS), bien qu'elles ne se développent pas, persistent en tant que forme d'organisation paysanne. Dans de nombreuses régions, elles constituent le seul moyen pour la paysannerie de se faire entendre de l'État et des autorités politiques.

D'autre part, les Coopératives agricoles sandinistes (CAS) font preuve d'un réel dynamisme, en réalisant des activités d'éducation, de santé et de défense. Il convient de souligner la grande contribution de toutes les CAS à la défense du pays, que ce soit par la mobilisation de leurs membres ou directement en tant que coopératives d'autodéfense dans les zones de guerre. Ce sont elles qui ont subi le plus de pertes humaines et économiques. Elles représentaient les foyers les plus sandinistes dans les campagnes.

Cependant, elles n'acceptent pas toutes le rôle que l'État tente de leur assigner. Elles parviennent à faire évoluer la conception de l'État, en convainquant celui-ci en 1981-82 qu'elles peuvent produire autre chose que des aliments de base. Elles font preuve d'une grande capacité d'adaptation aux conditions locales. Certaines mettent en place et font évoluer leurs propres formes d'organisation, qui ne sont plus basées sur le modèle du « tout collectif », ni sur la

monoculture, et réussissent à fournir du travail permanent à leurs membres tout en maximisant leur revenu par unité de surface. D'autres deviennent de véritables entreprises, axées sur la recherche de la rentabilité. D'autres, en revanche, subissent une forte ingérence de l'État, qui n'est pas toujours en leur faveur, sans pouvoir réussir à la contrer²⁷.

La période de 1981 à 1984 a été caractérisée par le renforcement du caractère urbain de la révolution et la concentration d'une grande quantité de ressources dans les secteurs des grandes entreprises publiques. Le mouvement coopératif est resté dans une certaine mesure l'interlocuteur de la révolution dans les campagnes, alors que, en même temps, de larges pans de la paysannerie ont été "oubliés" par l'État et l'organisation paysanne.

Quatrième période : de 1985 à aujourd'hui. Face à la guerre et à la crise, le renouveau du mouvement paysan.

La situation difficile de ces deux dernières années rend nécessaire de revoir la relation entre l'État, le parti et le mouvement de masse.

La révolution en danger : guerre et crise économique

Les élections de novembre 1984 ont montré que le Front sandiniste conservait une position hégémonique dans tout le pays. Cependant, dans les montagnes de l'intérieur, la contre-révolution a gagné du terrain. Dans certains endroits du Pacifique également, comme à Masaya, la révolution est en train de perdre ses bases dans les campagnes. La « stratégie d'alliance politique » avec les paysans riches et les producteurs de taille moyenne par le biais de l'UNAG ne semble pas pouvoir enrayer ce phénomène.

La situation économique du pays devient critique, alors que l'effort de défense ne cesse d'augmenter.

Dans le même temps, le concept de développement basé sur l'APP, les grands projets et le modèle agro-exportateur est en crise. Les fermes d'État de l'APP s'avèrent ne pas être viables dans les zones de guerre. Les termes de l'échange (coton et sucre) continuent de se détériorer. La production à grande échelle ne produit pas autant que prévu. En revanche, le déficit en aliments de base à l'échelle du pays demeure.

Le FSLN change d'orientation politique et l'État d'orientation économique pour faire face à la crise dans les campagnes, en commençant par les régions en guerre, et juste après, dans la région IV²⁸.

Le développement de la crise oblige les dirigeants révolutionnaires à se demander pourquoi la situation politique s'est détériorée. Il est devenu évident que la réforme agraire n'est pas terminée, qu'il y a encore beaucoup de paysans pauvres qui réclament des terres. Le FSLN réaffirme son engagement à apporter une réponse à tous les paysans sans terre et, pour ce faire, décide d'assouplir la politique de redistribution des terres, en abandonnant le modèle du tout-collectif (voir les discours du Commandant Wheelock à Masaya - juin 1985 - et à San Dionisio).

²⁷ Voir CIERA (Centro de Investigación y Estudios de la Reforma Agraria). "Estudio de 71 Cooperativas de Producción", 1985.

²⁸ Envío, N° 51, op. cit.

La réponse de l'État

Deux changements majeurs apparaissent dans la conception de la mise en place des coopératives.

1. La politique de discrimination à l'égard des producteurs non intégrés à des coopératives, l'autre face de la priorité accordée les années précédentes à leurs membres, est abandonnée.
2. La pratique consistant à conditionner l'accès aux terres réformées à l'acceptation de la forme collective de production est critiquée²⁹. A partir de maintenant, la réforme agraire sera considérée comme une étape préliminaire à la collectivisation, qui ne devra en aucun cas être réalisée par la coercition.

La flexibilisation et la dynamisation de la réforme agraire deviennent l'un des leviers les plus puissants utilisés pour soutenir le mouvement populaire. Elle finit par changer radicalement les rapports de forces dans les campagnes et même dans le pays.

Dans les Régions VI (Matagalpa et Jinotega) et I (Esteli, Madriz et Nueva Segovia), dès le début de 1985, dans le cadre d'un « plan unique d'assistance », les assignations des terres de la réforme agraire commencent à s'accélérer et à devenir plus souples. L'État encourage la création de coopératives de type "*surco muerto*"³⁰, ou des formes mixtes, où une partie de la production est individuelle et une autre collective. Lorsque les bénéficiaires sont réinstallés sur un site nouveau, le lotissement total des terres cédées est autorisé.³¹

Le FSLN encourage une large mobilisation populaire dans la région IV (Masaya, Carazo, Rivas) qui a conduit aux remises de terres de juin 1985. La paysannerie a choisi la modalité d'organisation qui lui semblait la plus satisfaisante. Se sont ainsi constituées 21 coopératives de *surco muerto* (331 membres), 28 CCS (538 membres), 12 CAS (215 membres) et 406 paysans ont choisi de rester des producteurs individuels. Les bénéficiaires ont individualisé la majeure partie de leur production et n'ont procédé à une collectivisation que lorsque celle-ci présentait de sérieux avantages pour eux et leurs familles.³²

Grâce à une série de mesures économiques, l'échange inégal entre la ville et la campagne commence à être inversé, et une base plus solide pour l'alliance ouvrier-paysan est recherchée³³. La libéralisation du marché des céréales et légumineuses alimentaires de base dans les régions en guerre et l'annonce ultérieure par le ministère MIDINRA de leur libéralisation au niveau national s'inscrivent dans le même mouvement : donner plus d'espace à la paysannerie et la soutenir dans la recherche d'alternatives à la crise.³⁴

²⁹ Voir à cet égard le discours du Comandant L. Carrión lors du premier Congrès national paysan, UNAG, 25 avril 1986.

³⁰ La terre est toujours cédée à la coopérative sans être divisée en parcelles clôturées, mais les membres de la coopérative définissent des parcelles individuelles qui sont clairement localisées, mais seulement séparées les unes des autres par un trait d'araire qui n'est pas semé ou planté, d'où l'appellation de *surco muerto*.

³¹ Le discours du commandant J. Wheeloch au congrès de la UNAG met clairement en évidence ce changement dans l'équilibre des forces (avril 1986).

³² Source : évaluation MIDINRA, oct. 1985.

³³ Envío, N° 63, sept. 1986, "*Crisis económica : lenta transición a un modelo de sobrevivencia popular*".

³⁴ En outre, l'État soutient le processus populaire en orientant sa politique de formation. Le MIDINRA encourage les "processus d'autodiagnostic" dans les CAS et les CCS des régions II (Léon Chinandega) et IV (Masaya Carazo).

Un retour à la mobilisation populaire

La mobilisation commence comme une « politique de masse » du FSLN et acquière ensuite sa dynamique propre.

Au fur et à mesure que les nouvelles politiques agraires se mettent en place, les paysans réclament à nouveau des terres, en organisant des mobilisations et des marches comme les années précédentes, et en élargissant le spectre de leurs revendications à d'autres aspects : par exemple, les paysans de Matagalpa demandent des camions et des tracteurs. Ils ne rejettent pas l'organisation coopérative ; au contraire, ils lui donnent un plus grand élan.

Le FSLN a promu les comités de *comarca* dans les campagnes, qui commencent à combler le vide de pouvoir populaire laissé par la disparition du CDS rural. Le comité de *comarca* est un forum de discussion des problèmes de tous les habitants de cette division administrative très locale, une fonction que les coopératives CAS ou CCS ne pouvaient pas remplir correctement ; cela rend possibles de nouvelles initiatives en matière de développement communal et la mise en place de relations nouvelles entre la *comarca* et l'État qui ne privilégient pas un secteur au détriment d'un autre. Cette forme d'organisation, dont la conception n'était pas encore complètement fixée, a été immédiatement réappropriée par les paysans et a commencé à articuler la lutte de classe au niveau des territoires.

Toutes ces actions ne sont que des exemples³⁵ d'un vaste processus promu par le FSLN, qui vise à un fonctionnement de plus en plus démocratique de la révolution, laquelle s'approfondit et se consolide.

En organisant des processus d'assemblées et en se plaçant à la tête de la mobilisation, la UNAG se projette de nouveau comme une organisation fondamentale dans les campagnes. Elle commence à changer son discours et sa pratique. Elle a créé ses propres établissements commerciaux (*la Empresa Cooperativa de Abastecimiento*) pour faire face à la pénurie de biens de production et de produits de consommation de base. Elle revendique les comités commerciaux, ou crée des conseils de coopératives, CAS et CCS.

Elle change alors de slogan : si en 1984 elle était une organisation « pour résoudre les problèmes »³⁶, en 1986 elle entend être une « organisation pour lutter »³⁷. Lors du congrès de 1986, le commandant Luis Carrión l'invite à soutenir en priorité les revendications des paysans pauvres, et pour la première fois, dans ses résolutions, « la UNAG appelle les paysans à se mobiliser pour la terre ».³⁸

Rivas). On pense qu'il serait intéressant d'associer le processus d'éducation populaire dans les Collectifs d'éducation populaire (CEP) à la formation coopérative.

³⁵ Nous pourrions citer de nombreux autres exemples, à commencer par la discussion de la constitution dans les conseils municipaux, la démocratisation du fonctionnement du CDS, etc.

³⁶ Voir "L'UNAG est né pour résoudre les problèmes". Op. cit.

³⁷ Comme indiqué sur la couverture et dans le contenu du dépliant destiné à la base, "Nos lignes de travail 1986-87". UNAG.

³⁸ Cependant, dans les résolutions du congrès et dans les lignes de travail, l'absence presque totale de demandes et de propositions sur les prix des produits et l'accès au marché est très frappante. On parle de partir des besoins des producteurs, de soutenir les coopératives pour la commercialisation des produits, mais sans emphase ni combativité, alors qu'il est de notoriété publique qu'il s'agit d'une demande absolument centrale de larges couches de producteurs, exploités par les commerçants et contraints de vendre à des prix très bas à ENABAS.



Dans le processus de renforcement des alliances pour la défense du projet révolutionnaire, le mouvement coopératif, avec le soutien de la UNAG, apparaît au cœur de la mobilisation.

Grâce aux nouvelles politiques et au retour à la mobilisation, les tendances à la décomposition de la base sociale de la révolution dans les campagnes vont s'inverser : à Masaya, la UNAG a doublé le nombre de ses membres, Obando³⁹ a perdu une partie de son pouvoir de convocation et les difficultés à

mobiliser pour le Service Militaire Patriotique ont disparu ; dans le Nord, la situation politico-militaire s'est considérablement améliorée.⁴⁰

Dans la zone du plateau de Carazo, une expérience inédite mérite une attention particulière, car elle a réussi à canaliser la mobilisation vers une consolidation exceptionnelle du mouvement coopératif.

A partir de 1985, en lien avec la mise à disposition de terres et en réponse à un fort mouvement de masse, des coopératives de commercialisation et de services très dynamiques ont commencé à se développer. Alors que les CCS avaient perdu des membres les années précédentes, ces coopératives ont rapidement réussi à augmenter le nombre de leurs affiliés et leur influence, en s'organisant autour de problèmes liés à des domaines spécifiques, comme la commercialisation du chou ou du *chayote*, par exemple. Le comité zonal du FSLN soutient leur émergence.

En même temps, la coopérative R.L. du plateau de Carazo, CORCO (*Cooperativa Regional de Cafetaleros de Occidente*), qui fonctionnait déjà avant la révolution comme une organisation de petits producteurs de café qui s'étaient unis autour de services de collecte, de crédit, d'approvisionnement et d'assistance technique, apparaît comme une alternative viable pour les petits producteurs de la zone face à l'incapacité de l'État à répondre à leurs besoins. Avec elle et avec les nouvelles CCS de producteurs de légumes, il devient possible de mettre en place un type d'organisation du mouvement coopératif original, qui reprend les rôles précédemment assumés par ENABAS, la Banque nationale de développement, les services d'assistance technique de MIDINRA, PROAGRO, etc. Les coopératives de production de la région ont également trouvé une forme d'organisation de deuxième niveau, la UCA (*Unión de Cooperativas Agropecuarias*), qui est utilisée pour résoudre les problèmes communs à tous. Avec le renforcement de ces coopératives, les relations entre les entreprises d'État et le mouvement coopératif changent. Une participation populaire beaucoup plus efficace est possible et la paysannerie reçoit des réponses plus adéquates à ses problèmes.

³⁹ Monseigneur Obando, influant évêque catholique qui est alors dans l'opposition. (note du trad.)

⁴⁰ L'importance du succès de l'offensive militaire dans l'amélioration doit être soulignée.

3. LES QUESTIONS A DÉBATTRE

Le processus d'institutionnalisation du pouvoir populaire n'est pas un processus linéaire. Le traitement de la question paysanne au cours des sept années de la révolution populaire sandiniste montre qu'il existe des oscillations entre les deux pratiques décrites dans la partie initiale de cet article : l'État avec un rôle hégémonique dans la transformation contre l'État avec la participation populaire. La prédominance de telle ou telle pratique est liée à différents facteurs, parmi lesquels le développement de la lutte des classes est fondamental.



Dans les périodes de plus grande stabilité économique et politique (81-82), l'État révolutionnaire a pu conduire un projet de transformations du secteur agricole qui ne s'appuyait pas sur une organisation paysanne organiquement liée à la paysannerie. Le mouvement coopératif a été inhibé par la nature du projet de l'État.

Au contraire, dans les moments plus difficiles, de dangers internes ou externes (79 et 85-86), la participation populaire a permis de continuer à avancer. C'est au sein du mouvement coopératif que les classes opprimées des campagnes se sont organisées pour changer les rapports de forces en faveur de la révolution.

La résistance aux agressions et aux crises a trois composantes principales : économique, politique et militaire. Sur la base de l'expérience historique décrite dans les pages précédentes, examinons les aspects politiques et militaires d'une part, et l'aspect économique d'autre part, pour voir quelles perspectives offre la mobilisation des masses paysannes dans le mouvement coopératif.

Mouvement paysan et défense politico-militaire de la révolution.

L'histoire du Nicaragua confirme que les coopératives sont nées comme une forme d'organisation syndicale de petits producteurs pour lutter contre les propriétaires terriens, les capitalistes ou les commerçants. L'absence d'un mouvement paysan fort avant le triomphe implique qu'ici plus que dans d'autres pays, le mouvement coopératif soit devenu un instrument de classe de la paysannerie pauvre et moyenne.

Cet instrument peut être utilisé pour poursuivre la lutte en alliance avec d'autres classes opprimées, pour modifier l'équilibre interne des forces en faveur de la révolution, en la consolidant contre l'ennemi extérieur. Les dernières années ont montré qu'elle peut également être utilisée pour combattre directement l'impérialisme.

La nécessité de consolider l'alliance de la paysannerie avec les autres couches exploitées au sein de la révolution exige non seulement une redistribution des terres, mais aussi le renforcement de leur conscience de classe, et la canalisation de leurs luttes contre tous les rapports d'exploitation. Sans nier, bien sûr, le rôle du parti révolutionnaire dans tout ce processus, il est absolument indispensable de

mettre en place une organisation paysanne qui unisse les coopératives, et qui puisse, si nécessaire, défendre ses positions face à l'Etat.

La lutte des classes existe aussi au sein de la paysannerie. La lutte contre les rapports d'exploitation sera nécessairement un processus long et difficile. La formation des coopératives peut aider en ce sens à l'apprentissage de la démocratie, car la démocratie interne est le seul moyen de résoudre les contradictions qui surgissent chaque jour sous des formes nouvelles dans le mouvement coopératif.

Mouvement coopératif et défense économique de la révolution

Avec la crise économique et la guerre, les limites de la viabilité de la production corporative à grande échelle comme axe de transformation et d'accumulation dans l'agriculture sont devenues de plus en plus visibles pour tous.

L'histoire montre que si les problèmes du modèle agro-exportateur se sont accentués dans cette situation conjoncturelle, ils sont aussi structurels. La réinsertion du Nicaragua dans le marché mondial par la diversification de la production et des marchés d'agro-exportation, ainsi que par la transformation agro-industrielle, ne changent pas fondamentalement la logique de développement inégal. Dans le contexte actuel, *a fortiori*, le développement doit être principalement endogène, fondé sur la mobilisation de ressources locales inexploitées ou sous-exploitées. La terre historiquement monopolisée par les grands domaines (latifundia) et la main-d'œuvre, expulsée de la production agricole vers les villes, sont les deux ressources fondamentales du Nicaragua.⁴¹

L'intensification de la production agricole peut parfaitement se faire sur la base d'un travail humain sous-employé, qui ne génère pas de dépendance. La réforme agraire, c'est-à-dire la redistribution des terres à la paysannerie pauvre, répond exactement à cette logique : « *la terre pour ceux qui la travaillent* ».

Le développement de la petite et moyenne production est une alternative viable au modèle agro-exportateur. On sait que la production à petite et moyenne échelle a besoin de moins de biens d'équipement importés que la production à grande échelle. Elle intègre davantage de main-d'œuvre familiale dans la production agricole que les modèles des grandes entreprises. C'est une alternative possible pour la réinsertion de secteurs urbains improductifs⁴².

Le processus d'accumulation de la petite et moyenne production a historiquement été bloqué par le capital. Il ne s'agit pas d'un secteur arriéré, mais d'un secteur qui a été fortement exploité.

Il existe donc bien des possibilités de promouvoir l'accumulation de la production à petite échelle. Pour cela, il faut modifier les rapports de production et d'échange, permettre à ce secteur de contrôler une plus grande partie du surplus qu'il produit. Cela permettra d'augmenter la productivité par hectare et, dans un avenir pas si lointain, d'augmenter la productivité par travailleur et de développer les forces

⁴¹ Historiquement, le modèle agro-exportateur a condamné la main-d'œuvre au sous-emploi ou à des emplois non productifs. Le problème du Nicaragua n'est pas tant la pénurie de main-d'œuvre en soi, comme c'était le cas au début du développement du capitalisme, mais la main-d'œuvre effectivement disponible pour l'agriculture. Les secteurs improductifs se sont développés comme un cancer. Le développement explosif de Managua en est une illustration convaincante. D'autre part, la logique d'entreprise, lorsqu'elle s'accompagne d'une conception modernisatrice, tend à expulser les travailleurs, à remplacer les hommes par du capital (Voir CIERA, "Managua is Nicaragua". 1984).

⁴² voir les tentatives d'installation de nouveaux paysans avec des habitants de zones récemment urbanisées à San Marcos. (Région IV)

productives. Cela conduira sans aucun doute à une augmentation de la production au niveau national, et donc à une plus grande possibilité de financement pour l'État.

En raison de la grande diversité des situations agroécologiques, économiques et sociales du pays, ces changements ne seront pas les mêmes partout. Les obstacles au développement de la production à petite échelle ne seront pas toujours les mêmes. Dans cette perspective, le développement agricole ne peut être réalisé à grande échelle que si les décisions sont prises sur une base décentralisée et si les conceptions correspondantes ne sont pas prisonnières de modèles a priori.

Le mouvement coopératif est le mieux placé pour être le fer de lance et servir de cadre à ces transformations économiques. En effet, il permet de combiner sous des formes adaptées à chaque situation, les avantages des activités à grande échelle avec les avantages de l'économie familiale. Il permet également d'assurer, par son développement progressif, un apprentissage social qui ne peut être que graduel. Il n'admet pas de modèles, mais vit et se développe à partir de l'expérience sociale que le mouvement contribue à socialiser. En ce qui concerne la modification des rapports de production, il s'agit d'une véritable école sociale.

Un mouvement politique et économique populaire, la UNAG et le mouvement coopératif

Nous pourrions concevoir un mouvement coopératif qui se limiterait à gérer les affaires économiques, et une organisation de masse qui ne s'occuperait que des affaires politiques. Avec ce type de dualisme, ni les objectifs économiques ni les objectifs politiques ne seraient atteints. La conscience de classe se forge dans la pratique de la lutte, et la lutte est aussi bien économique que politique lorsqu'il s'agit de construire les nouveaux rapports de production. C'est à notre avis une des raisons des difficultés du coopérativisme « *traditionnel* » qui se veut apolitique.

Mais construire un mouvement coopératif de cette nature implique de disposer d'un véritable espace politique. Nous pensons que les tendances que nous avons décrites montrent que cela est nécessaire et possible au Nicaragua. Le mouvement coopératif peut se consolider et trouver des formes de représentation nationale que la UNAG n'a pas encore totalement intégrées.

Le problème est de savoir comment établir des relations entre l'État, le parti, l'organisation paysanne et le mouvement coopératif dans le cas du Nicaragua, où l'État révolutionnaire est fort et le mouvement paysan est encore faible. Nous ne traiterons pas ici de cette question en détail, ni même de manière superficielle.

En fait, pour un agriculteur aujourd'hui, s'organiser signifie être membre d'une coopérative plutôt qu'être membre de la UNAG.

Bien que la UNAG ait intégré le mouvement coopératif et revendiqué les coopératives comme ses organisations de base, le mouvement coopératif n'y a pas trouvé une structure pour se renforcer. La promotion du mouvement coopératif par la UNAG n'a pas été très différente de celle qui avait été faite par le MIDINRA. Elle n'a pas assumé le rôle de promouvoir des formes originales d'organisation coopérative ou des fédérations de coopératives. Lors du congrès de 1986, la UNAG « *a demandé avec insistance à l'État révolutionnaire de définir conjointement les champs d'action pour la promotion du mouvement coopératif* ».

Après sept ans d'expérience, le mouvement coopératif doit faire un saut qualitatif. Handicapé par son atomisation, et ne trouvant pas pour le moment dans la UNAG une structure capable de l'accueillir, il semble important que naissent à partir de la base et progressivement, selon les besoins de chaque

région, des structures coopératives de deuxième et troisième degré qui, en plus d'avoir quelques fonctions économiques propres, auraient un rôle de représentation directe auprès de l'Etat.

Historiquement, les coopératives ont contribué à la création de la UNAG. La structure du mouvement coopératif, parce qu'elle est plus homogène socialement que l'ensemble des organisations paysannes de base, se prête plus facilement à un fonctionnement démocratique, et il semblerait que sa consolidation entraînerait aujourd'hui, comme elle l'a fait hier, un renforcement de la UNAG.

L'expérience de ces dernières années nous a appris que lorsque l'État veut trop contrôler le mouvement coopératif, il l'enferme dans des modèles et peut le conduire à l'échec. Au Nicaragua, les paysans ont démontré leur capacité à inventer des modalités qui leur soient propres et qui soient appropriées ; le travail de l'Etat doit aider à l'émergence de dynamiques coopératives, il doit les promouvoir au sens plein du terme.

Quelques interrogations

Un certain nombre de signes semblent démontrer une résistance au changement qui pourrait évoquer un projet alternatif de domination directe de l'État sur les initiatives populaires. C'est une formulation un peu caricaturale pour rendre compte d'un mouvement opposé au premier.

Contrôle des échanges commerciaux. Où vont les excédents ?

Avec les politiques économiques de 1985, le contrôle du commerce par l'État a été accru, et l'État a pensé pouvoir contrôler la spéculation par des mécanismes coercitifs tels que les opérations "*Puño de Hierro*". Au lieu de renforcer les coopératives paysannes pour qu'elles puissent concurrencer les commerçants, rationaliser la commercialisation et vendre directement aux villes, on a tenté de réaffirmer que le commerce était l'affaire de l'État lui-même ou de commerçants strictement contrôlés et encadrés par l'État. La libéralisation des prix des céréales est très difficile à réaliser.

Au départ, l'État pensait pouvoir contrôler directement l'ensemble du processus de collecte, de transport, de stockage et de distribution par le biais d'entreprises de commercialisation. Cela s'est avéré coûteux et objectivement impossible dans les conditions actuelles. L'idée de profiter des réseaux commerciaux existants est née comme une alternative logique et pragmatique, établissant des mécanismes de contrôle sur les commerçants avec lesquels on travaillerait. Cela ne semble pas a priori contraire au développement progressif du contrôle populaire. Ce qui semble étrange, c'est de ne pas profiter du grand besoin des producteurs de pouvoir commercialiser leurs produits dans de meilleures conditions. Des expériences concrètes comme celle de Carazo montrent la faisabilité d'une organisation de producteurs qui se regroupent afin d'avoir une meilleure position dans l'échange commercial. Cela signifie presque toujours une rationalisation des opérations commerciales, la possibilité d'un contrôle par le bas et une meilleure chance d'un investissement productif des excédents que dans le cas des réseaux commerciaux traditionnels.

Développement agricole et paysannerie

Certaines conceptions de la réinstallation des paysans déplacés par la guerre tendent à y voir une transformation positive de la structure agraire : elle ouvrirait la possibilité d'un développement futur, auparavant bloqué par la dispersion et le « retard » des paysans. Elles s'inscrivent dans une vision très urbaine. La réinstallation a un coût qui est très difficile à estimer. Il ne s'agit pas seulement du coût de la construction de la nouvelle colonie. Tous les investissements qui avaient été faits dans les communautés et villages traditionnels sont perdus. Ces conceptions partent de la négation de la

possibilité et de la nécessité de l'accumulation au sein de l'économie paysanne, montrant une ignorance de l'origine de l'accumulation de la richesse dans l'histoire nationale.

Entreprise territoriale et paysannerie

Dans le cas de la production à petite et moyenne échelle, l'idée reste d'organiser les producteurs horizontalement dans une entreprise dite "territoriale", qui est conçue en général comme l'a été l'APP. L'idée n'est pas nouvelle, mais elle est réapparue avec force en 1986, sans que l'on sache exactement quelle forme elle prendra.

L'expérience du plateau de Carazo illustre le problème de l'organisation territoriale. Une entreprise de réforme agraire, déclarée en échec en tant que producteur direct, cède la plupart de ses terres, des plantations de café rénovées par le plan CONARCA, à des paysans pauvres et se voit confier la responsabilité d'articuler la production de café sur le plateau. Elle vend des services aux producteurs (assistance technique, fourniture d'intrants, services de fumigation, stockage, etc.). L'objectif implicite de ces projets est l'intégration verticale des petits producteurs. Ces services sont organisés en paquets rigides, basés sur l'argument de la nécessité technologique de moderniser la plantation, et qui limitent la marge de manœuvre du producteur. Il s'agit d'une stratégie bien connue du capital, qui évite de s'exposer aux risques liés à la production directe et s'empare des excédents, s'assurant ainsi un contrôle presque total, bien qu'indirect, du processus de production. La BAT (*British and American Tobacco*, ou Tanic), et dans une moindre mesure Nestlé (Prolacsa) ont agi de la sorte au Nicaragua.

N'est-ce pas là une nouvelle forme de l'ancien projet de prolétarianisation qui accompagnait les conceptions du modèle de développement que nous avons décrit dans la troisième étape ? Les petits producteurs de café du plateau, comme nous l'avons vu précédemment, sont déjà organisés dans une coopérative de services, la CORCO. Grâce à elle, ils collectent leur production, reçoivent des crédits, ont accès aux intrants et envisagent de mettre en place leur propre service d'assistance technique. Le fait de pouvoir compter sur une coopérative avec de l'expérience et du capital place un petit producteur dans une situation très différente face à une « entreprise territoriale ». Il est en mesure de négocier les termes des contrats.

En l'absence d'un mouvement coopératif consolidé, quelles sont les perspectives de développement si une entreprise disposant de plus de ressources, avec le soutien direct de l'État, monopolise les relations commerciales sur le territoire ? L'objectif poursuivi par l'entreprise et les intérêts des producteurs de la région, des membres de la coopérative, ne coïncident pas nécessairement. On peut en déduire sans grand risque d'erreur que ce qui sera en jeu, c'est l'appropriation des excédents. Conçue comme un moyen de résoudre les problèmes des producteurs, « l'entreprise territoriale » empêchera le développement d'un véritable mouvement coopératif depuis le bas.

Le débat n'est-il pas aujourd'hui entre développer un plan de territorialisation, piloté d'en haut, ou promouvoir le mouvement coopératif comme axe de survie ? Un an plus tard, nous pouvons contredire les conclusions tirées par V. Fitzgerald dans sa communication au congrès de l'ANICS (1985)⁴³, et affirmer, en inversant les termes de ses propos que :

- de nombreux éléments ont émergé pour aider à définir le rôle du pouvoir populaire dans les campagnes ;
- Il reste beaucoup à définir sur les « *progrès dans l'organisation sociale et l'organisation de l'État lui-même* » qui sont nécessaires pour faire face à la guerre.

⁴³ V. Fitzgerald. " La economía nacional en 1985. La transición como coyuntura ". IV Congrès de l'ANICS, 1985.

Tableau 1. Nicaragua. Évolution du nombre de coopératives agricoles

Année	C. A. S.	C. C. S.	C. S. M.	C. T.	Coop. Trad. R.L.	Total (Approx.)
	-	-	-	-	42	42
	584	1397	-	N.D. (0)	N.D. (42)	2023
1982	499	1587	-	633		2776
1985	975	1350		140	N. D. (57)	2535

Tableau 2 : Nicaragua. Évolution du nombre de membres dans les coopératives agricoles

Année	C.A.S.	C.C.S.	C.S.M.	C.T.	Coop. Trad. R.L.	Total (Approx.)
	-	-	-	-	9270	9270
	9275	48712	-	N.D. (0)	N.D. (9270)	67257
1982	7081	52052	-	4285	14196	77614
1985	20000	44000	204	896	N. D. (14196)	79296

N. D. Aucune donnée. Pour la somme, dans ce cas, nous avons supposé que le chiffre précédent avait été maintenu.

SOURCES :

- 1978, Banco Nacional Nicaragüense (BNN).
- 1980, ATC ; le nombre de CAS est sous-estimé car il ne comprend pas les coopératives qui avaient été formées par Procampo.
- 1982, Censo Cooperativo, les catégories sont celles utilisées par les membres de la coopérative pour se définir. Direction de la réforme agraire pour les coopératives R.L.
- 1985, Enregistrement provisoire des coopératives, chiffre élargi de la Direction de la réforme agraire.